

pour dire à ce moment question d'au-
cun pour parler, et nous connaissons déjà
la phrase par laquelle il aborda M. de
Bismark : « M. le comte, je viens vous
dire que je ne puis vous rien dire. »
L'unique sujet de conversation abordé
par les deux hommes politiques fut, en
effet, la question du voyage de M. Thiers
à Paris. Le ministre allemand s'empressa
de lui offrir sa voiture, en ajoutant avec
un à-propos d'un goût assez douteux :
« Je dois vous avertir que c'est une voi-
ture de réquisition ; ce sera 100 fr. par
jour à porter sur notre compte gé-
néral. »

M. de Bismark était du reste en veine
de mots piquants. Parlant à M. Thiers
du danger qu'il y avait à traverser les
lignes, même sous le drapeau parlementaire,
par suite de l'impossibilité d'ar-
rêter complètement le tir, et après lui avoir
dit que chaque lettre qu'il envoyait aux
avant-postes français lui coûtait un hom-
me ou deux, le chancelier ajoute : « Je
crois cependant pouvoir vous assurer
que vous n'aurez aucun péril à courir de
notre côté, avis de votre passage ayant
été donné partout dès hier. Il n'en sera
pas de même de vos lignes ; mais, après
tout, mourir de la main des vôtres serait
un digne couronnement à votre glorieuse
carrière. »

C'est sur ce mot médiocrement en-
couraçant que M. Thiers prit la route
de Paris en compagnie d'un officier, au-
quel ordre avait été donné de le couvrir
au besoin de sa personne, et qui, en effet,
s'exposait dans les passages dangereux
avec un dévouement que M. Thiers avait
toutes les peines du monde à contenir.
C'est surtout en traversant la zone ba-
llayée par le feu du Mont-Valérien, que
le risque était grand. Elle fut néanmoins
franchie sans encombre, et l'on gagna les
avant-postes.

La journée était fort avancée, lors-
que M. Thiers entra enfin dans Paris. Il
se rendit immédiatement au ministère
des affaires étrangères, où se trouvaient
réunis les membres du gouvernement.
Après avoir entendu l'exposé de sa mis-
sion, une vive et longue discussion s'en-
gagait sur les conditions dont l'armistice
devrait être entouré pour pouvoir être
accepté. La séance se prolongea jusqu'à
3 heures du matin ; mais lorsqu'on se
sépara, on était arrivé à se mettre d'ac-
cord sur un programme qui avait réuni
l'unanimité des voix, y compris celle de
M. Rochefort.

Les bases essentielles de ce program-
me étaient celles que nous connaissons
déjà : armistice de vingt-cinq jours ; —
ravitalement de Paris ; — droit des
représentants de l'Alsace et de la Lor-
raine à venir siéger dans la Constitu-
tante.

L'après-midi de lendemain et une
partie de la suivante furent passées par
M. Thiers en conférence avec M. Magnin,
ministre de l'agriculture et du commerce.
Il s'agissait d'établir les données d'après
lesquelles devrait être réglée l'entree
proportionnelle des vivres dans Paris,
pendant la trêve.

Muni de ses pouvoirs, de ses instruc-
tions et de ses renseignements, le négo-
ciateur sur qui l'Europe entière avait en
ce moment les yeux fixés, quitta Paris le
mercredi 31 octobre au matin, quelques
heures avant le coup de main qui devait
mettre un obstacle de plus à sa mission
déjà si difficile.

En reprenant le chemin du quartier
général prussien, il traversa au galop le
bois de Boulogne dévasté, pour aller
s'arrêter aux Bas-Sèvres, près du pont à
moitié détruit qui reliait en cet endroit
les deux rives de la Seine. C'est là que
s'arrêtèrent les lignes françaises.

Tandis que s'accomplissaient les
formalités toujours fort longues entre les
deux camps, le voyageur, profondément
attristé, s'avança dans l'intervalle libre
qui sépare les avant-postes. Là l'atten-

dit un spectacle plus navrant encore,
dans sa muette éloquence, que tout ce
qu'il avait déjà vu. Le village, naguère
si riant et si animé, offrait l'aspect d'une
nécropole. Pas une demeure habitée et
pas un être vivant. Comme dernier trait
au tableau, les maisons, avec leurs fenê-
tres pour la plupart ouvertes et, leurs
mobilier abandonnés dans le demi-dés-
ordre de la vie quotidienne, racontaient,
pour ainsi dire, la précipitation avec la-
quelle les habitants avaient fui au der-
nier moment, ne songeant qu'à sauver
leur existence, devant une catastrophe à
laquelle sa terrible réalité avait seule pu
le déterminer à croire. Dans un débit de
vins, où l'on pénétrait sans autre peine
que celle de lever le loquet de la porte,
M. Thiers trouva sur le comptoir des ver-
res à moitié remplis de vin, que les con-
sommateurs, surpris par l'alerte, n'avaient
même pas pris le temps de vider.
Ailleurs, c'était une table sur laquelle
étaient restés les débris d'un repas. Rien
de plus terrible à contempler, aux portes
mêmes de Paris, que cet image de la vie
interrompue par un coup de foudre, dont
il fallait aller jusqu'ici chercher le spec-
tacle à Herculanum ou à Pompéi.

Le soir même, M. Thiers commu-
niquait à M. de Bismark le résultat de
son voyage, et le lendemain les négocia-
tions s'ouvraient en règle. Elles ven-
aient à peine d'être reprises, dans la
matinée du 2, lorsque le bruit se répandit
dans le camp allemand qu'une révolu-
tion avait éclaté à Paris. Un tel événe-
ment changeait trop la situation pour
que les pourparlers pussent être conti-
nués avant de savoir à quoi s'en tenir. M.
de Rémusat, secrétaire de M. Thiers, fut
chargé d'aller à Paris s'assurer par lui-
même de l'état des choses. Ce fut seule-
ment le 4 qu'il en revint, rapportant un
récit exact de ce qui s'était passé et le ré-
sultat décisif du vote de la veille. Rien
ne semblait pouvoir être plus favorable
pour relever le gouvernement de la dé-
fense nationale dans la confiance de M.
de Bismark et rendre l'entente plus fa-
cile. Mais dans cet intervalle de quar-
ante-huit heures, les dispositions s'é-
taient modifiées. L'esprit de concession
avait fait place aux objections et aux
fins de non-recevoir. Renfermé, de son
côté, dans les strictes limites de ses in-
structions, M. Thiers ne pouvait aller au
delà des points fixés d'avance. Son rôle
se réduisit forcément à prendre acte des
bases formulées par M. de Bismark et à
les transmettre à Paris.

Le 7 au matin, M. Thiers quittait
Versailles, pour reprendre, plein de
nouvelles tristesses, la route qu'il avait
parcourue quelques jours auparavant
avec l'espoir de procurer une trêve aux
maux de son pays, sinon même d'en
préparer le terme.

Certes, il n'a pas tenu à lui que cet
espoir ne se réalisât. Ceux-là même qui
ont le plus vivement combattu ses opi-
nions ou critiqué ses actes, à d'autres
époques de sa vie, ne sauraient refuser
un tribut d'admiration à la patriotique
persévérance, à l'habileté consommée,
au dévouement sans réserve déployés
depuis deux mois par l'éloquent histo-
rien de nos gloires passées, pour conjurer
nos malheurs présents.

Nous sommes heureux de pouvoir
ajouter, cependant, qu'à la douleur qu'il
rapporte de son infructueux voyage, se
mêle une confiance renaissante de
notre aptitude à repousser l'ennemi et à
réparer en tant que possible nos désas-
tres. De la comparaison qu'il a pu faire
entre nos jeunes armées et les troupes
prussiennes, ressort la conviction que,
comme force nationale, l'avantage est de
notre côté, et que la supériorité de nos
vainqueurs est venue exclusivement de
l'organisation qu'une main puissante et
habile a su leur donner. Sachons nous or-
ganiser à notre tour, ne fût-ce qu'impar-
faitement ; sachons avoir une volonté
unique concentrée sur l'accomplissement

— En tout bien et tout honneur, sir
Edward... oh !...
— C'est bon ! nous vous croyons...
petit hypocrite !
— Tower poussa un éclat de rire écarla-
te, et frappa trois fois du plat de sa main
le genou de sir Edward, qui venait de
s'asseoir.

« Quel excellent ministre vous auriez
pu nous donner, monsieur Tower, en
prenant seulement la peine de vous por-
ter aux dernières élections du Kent, à
Greenwich, en concurrence avec M.
Hodges !
— C'est ce que mes amis m'avaient
conseillé, dit Tower en passant du rire
fou au sérieux de l'homme d'Etat. Il y
avait un obstacle : j'étais lié avec Hodges.
Hodges a déjà été nommé quatre fois dans
le West-Kent.

— Mais, monsieur Tower, il vous res-
tait le Middlesex. Là, Parker n'est pas
dangereux ; et même à Westminster, vous
pouviez lutter avantageusement avec
Leader et Evans.
— Peut-être... D'ailleurs, sir Ed-
ward, j'ai peu de goût pour les affaires.
— Vous savez que les affaires...
— Oui, monsieur Tower, je sais que
les affaires gênent les plaisirs. Lorsque
nous vivons pour les autres, nous mou-
rons pour nous. L'égoïsme est la santé
de l'âme. Je suis égoïste aussi, moi ; j'ai
me à écouter ma vie au moment où elle
se fait ; et le bruit des autres me distrait.

— Comment passez-vous le temps à
Nerbudda, sir Edward ?
— Assez agréablement, monsieur To-
wer. Nous avons de petites soirées intimes
délicieuses,
— Avez-vous société ? voyez-vous des
dames ?
— On ne nous laisse pas seuls, mon-
sieur Tower. Nous aurons même beau-
coup de monde, un de ces soirs... Sou-
vent, des étrangers qui ne sont pas invi-
tés, et qui nous prennent à la gorge, et
nous forcent à passer la nuit avec eux...
Et vous, monsieur Tower, quels sont vos
amusements, ici, à Roudjah ?
— Oh ! ne m'en parlez pas, sir Ed-
ward ; nous n'avons pas l'ombre d'une
société... Beaucoup de soldats, quelques
familles anglaises, des dames d'un pu-
ritanisme effronté ; impossible de nouer
un petit brin d'intrigue. On voit bien ça
et là, dans les rues, à travers les pé-
siniennes, quelques paires de grands yeux
bleus, sous des boucles de cheveux
blonds ; mais tout cela est d'une prudeur
révoltante. Au moindre propos galant,
on vous jette un *shocking* à la face. Quant
aux femmes cuirées, elles sont moins
sauvages ; elles ont même un penchant
pour les agaceries ; on voit qu'elles ne dé-
testent pas l'Européen blanc et beau ;
mais elles ont un teint qui nous fait mal
aux yeux, surtout lorsqu'on a, comme
moi, habité le Lancastre cinq ans, et, je
puis dire, avec quelques agréments de
salons.

— Vous avez d'ailleurs auprès de vous
une jeune fille qui vous rend difficile à

d'un plan. La fortune des combats s'al-
tère et cela pour nous revenir. »

INFORMATIONS ET NOUVELLES

M. Herbaut est arrivé à Tours, par le bal-
lon la Giroude, après un excellent voyage.

Le Journal officiel de Paris n'a pas encore
enregistré la démission de M. Henri Roche-
fort.

Sous peu, nous verrons reparaitre une se-
conde manière de la Lanterne et de la Mar-
seillaise.

M. Rochefort prépare une lettre à ses élec-
teurs et un volume destiné à paraître seule-
ment après le siège, intitulé : Le gouverne-
ment de la Défense nationale.

Une dépêche venue de Berlin porte que
le gouvernement prussien a transféré de
Sarreguemines à Metz la préfecture allemande
de la Lorraine, et que les communications
directes par chemin de fer ont été rétablies
entre Metz et Nancy.

Hier, sont arrivés à Tours deux officiers
anglais, un colonel et un lieutenant-colonel,
envoyés par leur gouvernement pour suivre
les opérations militaires de l'armée de la
Loire. Le gouvernement s'est empressé de
leur procurer toutes les facilités désirables,
afin que ces messieurs puissent constater de
visu combien sont dénuées de fondement les
assertions dédaigneuses des journaux étran-
gers sur l'armée de la Loire.

Nous sommes heureux d'apprendre que les
élèves de l'école d'application de Metz, n'ayant
pas été considérés comme faisant partie de la
garnison, ne se trouvent pas compris dans
les termes de la capitulation et ont pu quit-
ter librement la ville.

Une lettre d'un officier français, prisonnier
à Bochum, nous donne le détail suivant : —
« Nous recevrons, dit-il, 45 francs par mois,
avec lesquels il nous faudra nous loger, nous
nourrir et nous habiller. »

L'Electeur libre du 8 qui nous est arrivé
hier, nous apporte entre autres nouvelles
les deux petits faits suivants :

Ce matin, du côté de Sèvres, un parle-
mentaire prussien se serait présenté. Nous ig-
norons quelles communications il était chargé
de faire au gouvernement.

Sur certaines lignes de chemin de fer, on
ouvre des tranchées dans les fortifications
et on prépare des rails pour pouvoir rétablir
le service aussitôt que l'ordre en serait
donné.

On nous écrit de Besançon :
Hier on a amené dans notre ville quatre
cavaliers prussiens pris dans une reconnais-
sance faite à Saint-Loup, près de Choye
(Haute-Saône). Parmi eux se trouvait un
jeune officier. Au moment où il a vu ses
hommes cernés par nos francs-tireurs, il a
essayé de prendre la fuite en faisant franchir
à son cheval le canal du Haut-Fourneau.
Mais cheval et cavalier sont tombés dans
l'eau et se seraient infailliblement noyés
sans le secours de nos soldats.

Un des chevaux que montaient ces sol-
dats ne fut que revenir à ses maîtres, car
il avait été pris à Sedan.

On vient d'arrêter, à Paris, en face du
passage Jouffroy, un individu portant le
képi de garde national et se livrant à l'igno-
bile industrie du colportage de cette brochu-
re qui a pour titre : *La vie de la femme Bonaparte, ses orgies, ses amants et ses crimes.* —
Ce sont des gardes nationaux qui ont ac-
complis cet acte de justice, commandé par
la pudeur.

Courrier de Tours

(Correspondance particulière du
Journal de Roubaix)

Tours 11 novembre

Nous avons eu, hier, des nouvelles con-
cernant la reprise des hostilités ; il est ar-
rivé ici, hier, ce qui, d'ailleurs, se passe cha-
que jour, un certain nombre de prisonniers

prussiens, et de bonne heure on racontait
l'armée de la Loire avait remporté des
avantages considérables ; on disait même que
les Prussiens étaient cernés à Orléans.

Nous sommes ce matin sans nouvelles de
Paris ; nous savons que le calme règne dans
la capitale, mais nous ignorons si la gar-
nison a fait quelque sortie. On s'attend, est-ce
encore une illusion ? à apprendre
d'un jour à l'autre que quelque grand événe-
ment s'est accompli devant Paris. On nous
fait part, à ce propos de projets dont nous
ne pouvons donner les détails, mais dont la
réalisation nous comblerait de joie. Atten-
dons encore quelques jours avec patience.

A l'occasion d'un article de la Situation, de
Londres, reproduit par beaucoup de jour-
naux français, nous avions formulé le vœu
que le gouvernement donnât à la France des
explications sur la mission financière que
M. C. Laurier est allé remplir à Londres. Le
gouvernement n'a pas encore parlé, et nous
le regrettons sincèrement.

En effet, nous ne pouvons pas considérer
comme une réponse du Gouvernement la
lettre que M. C. Laurier a adressée hier au
Constitutionnel. Cette lettre même nous afflige
profondément : elle nous révèle que M. Lau-
rier a été dupe d'un certain M. Rœbuck, qu'il
avait pris pour le célèbre orateur au Parle-
ment, et qui n'est qu'un tripoteur d'affai-
res ; que M. Laurier a été assailli par des fai-
seurs d'affaires ; enfin qu'on n'a souscrit l'em-
prunt qu'une toute petite fois, et que nous
n'avons eu qu'un succès d'estime.

Hélas ! qu'est devenu le crédit de la Fran-
ce, qui prêtait de l'argent à tous les peu-
ples ? Nous nous sommes adressés à un mar-
ché étranger pour recueillir 250 millions, et
les tripoteurs de bas étage ont osé nous pro-
poser des conditions, et le négociateur fran-
çais reconnaît qu'il n'a obtenu qu'un succès
d'estime, comme s'il ne s'agissait que d'un
vaudeville du Palais-Royal, ou d'un procès
perdu après une plaidoirie à effet, succès
d'estime dont on se console facilement avec
ses amis du café de Madrid ou du café Ri-
che.

Un ballon de Paris nous a apporté un nu-
méro de l'Electeur libre, journal dirigé par le
frère de M. Ernest Picard, ministre des finan-
ces. Nous y trouvons un article qui s'élève
avec indignation contre un marché conclu
au nom de la France avec une maison de
Londres. Il blâme aussi la conduite de la Dé-
légalation de Tours et exprime ses regrets au
sujet de la dualité des pouvoirs.

Sur ce dernier point, nous ne pouvons
être de l'avis de l'Electeur libre : Paris as-
siégé ne pouvait plus être le centre du gou-
vernement, il était indispensable qu'une di-
rection énergique organisât la défense natio-
nale, et c'est précisément parce que, dans les
départements, les passions politiques sont
moins ardentes et moins agissantes que dans
la capitale, qu'il était utile dès le 10 septem-
bre de constituer hors de Paris le vrai gou-
vernement de la France ; à Paris il n'eût dû
rester qu'un général investi de pleins pou-
voirs, puisqu'il abdiquait provisoirement son
titre de capitale pour prendre le titre glorieux
de citadelle de France.

CH. CAHOT.

M. de Beauchesne, l'auteur de *Louis
XVII*, vient d'adresser au roi Guillaume
un passage de Massillon, emprunté à la
préface de son ouvrage sur la minorité
du roi Louis XV, page 9.

La lettre d'envoi de M. de Beauchesne
est ainsi conçue :

« Paris, le 4 novembre 1870.

» Sire,
» Vous êtes chrétien et vous vous regard-
dez, dit-on, comme investi d'une mission
providentielle.
» Je prie donc Votre Majesté de me per-
mettre de placer sous vos yeux les paroles
suivantes, adressées par un des maîtres de
la chaire à un autre roi chrétien dont vous
habitez le palais en ce moment.
» Je suis avec un profond respect,
» Sire,

» De Votre Majesté,
» Le très-humble et très-
obéissant serviteur.
» A. DE BEAUCHESNE.

Voici maintenant les réflexions (de l'illus-
tre évêque de Clermont :

» Sire, si le poison de l'ambition ga-
gne et infecte le cœur du prince ; si le

souverain, oubliant qu'il est le protec-
teur de la tranquillité publique, préfère
sa propre gloire à l'amour et au salut de
ses peuples ; s'il aime mieux conquérir
des provinces que régner sur les cœurs,
s'il lui paraît plus glorieux d'être le des-
tructeur de ses voisins que le père de son
peuple ; si le deuil et la désolation de
ses sujets est le seul chant de joie qui ac-
compagne ses victoires ; s'il fait servir
à lui seul une puissance qui ne lui est
donnée que pour rendre heureux ceux
qu'il gouverne ; en un mot, s'il n'est roi
que pour le malheur des hommes, et que,
comme le roi de Babylone, il ne veuille
élever la statue impie, l'idole de sa gran-
deur, que sur les larmes et les débris
des peuples et des nations, grand Dieu
quel fléau pour la terre ! quel présent
faites-vous aux hommes dans votre co-
colère, en leur donnant un tel maître ! Sa
gloire, Sire, sera toujours souillée de
sang. Quelque insensé châtiment peut-
être ses victoires, mais les provinces, les
villes et les campagnes en pleureront.
On lui dressera des monuments superbes
pour immortaliser ses conquêtes ; mais
les cendres encore fumantes de tant de
villes autrefois florissantes ; mais la dé-
solation de tant de campagnes dépouil-
lées de leur beauté ; mais les ruines de
tant de murs sous lesquels les citoyens
paisibles ont été ensevelis ; mais tant de
calamités qui subsisteront après lui, se-
ront des monuments lugubres qui im-
mortaliseront sa folie et sa vanité. Il aura
passé comme un torrent pour ravager, et
non comme un fleuve majestueux pour
porter la joie et l'abondance ; son nom
sera écrit dans les annales de la posté-
rité parmi les conquérants ; mais il
ne sera pas parmi les bons rois ; on ne
se rappellera l'histoire de son règne que
pour rappeler les souvenirs des maux qu'il
a faits aux hommes... et tout cet amas
de gloire ne sera plus à la fin qu'un mon-
ceau de boue, qui ne laissera après elle
que l'infection et l'opprobre. »
(MASSILLON. Mémoires de la minorité
de Louis XV, page 9.)

Chronique locale & départementale

Emprunt du département du Nord.

Vote par le Conseil général et approuvé par
le gouvernement.

SOUSCRIPTION PUBLIQUE à 225,000 Obligations de 100 francs.

EMISES A 80 FRANCS,
rapportant 3 francs d'intérêt par an, et rem-
boursables en 35 années,
DONNANT DROIT A DES PRIMES DE
50,000, 25,000, 20,000, 15,000, 10,000, 1,000
et 200 francs,
Payables EN OR, un mois après chaque
tirage.
QUATRE TIRAGES par an pendant les CINQ
premières années ;
ET DEUX TIRAGES pendant les TRENTE
années suivantes.

CONDITIONS DE SOUSCRIPTION

Le prix de souscription est fixé à 80 francs,
payable :
Fr 10 en souscrivant ;
15 à la répartition ;
25 le 15 décembre 1870 ;
30 le 15 janvier 1871.

Fr. 80
Les titres, libérés de fr. 50, participeront
au 2 janvier au tirage du 2 janvier 1871 ; il
sera bonifié 5 0/0 d'intérêt sur les libérations
par anticipation.

La souscription est ouverte du 15 au 19
novembre 1870, à Lille et Roubaix ; à la so-
ciété du Crédit Industriel et de Dépôts du
Nord, et chez tous les banquiers et agents
de change, ses correspondants.

Chez MM. le trésorier-payeur-général, les
receveurs particuliers et les percepteurs des
départements.

voire auberge, et je me reposerai un
peu.

Ils se serrèrent affectueusement les
mains, et ne se séparèrent que dans le
vestibule de l'hôtelier.

Sir Edward montait seul l'escalier
avec une nonchalance somnolente bien
jouée, lorsqu'il se trouva face à face avec
M. Tower.

Sir Edward Klerbs ! s'écria M. Tower.
— Eh ! justement, dit sir Edward, c'est
vous que je cherche ; je viens vous faire
une petite visite de voisin.

— Oh ! dit Tower, je sais que vous
êtes à Nerbudda, sir Edward... Nous
allons à Nerbudda, nous aussi, bientôt,
je crois, à moins que...

— A moins que... monsieur Tower ?
— Je ne sais pas, sir Edward... Que
voulez-vous ?... cela s'embrouille fort.

Entrons dans ma chambre, nous cause-
rons plus à l'aise...

— Volontiers, monsieur Tower... La
dernière fois que je vous ai vu à Lon-
dres, c'était dans le jardin de White-
Hall, si je ne me trompe...

— Oh ! c'est ma galerie habituelle, sir
Edward : le ministre a souvent besoin de
moi, et le *first clerk* est toujours sûr de
me trouver dans Parliament-Street ou
dans le Parc Saint-James, toujours dans
le voisinage de White-Hall. Je dine ha-
bituellement chez Rupert, quand je ne
dine pas avec le ministre ou chez quel-
que dame de West-End.

— Monsieur Tower ! monsieur Tower !
toujours les dames ! toujours les dames !

l'endroit de la comparaison, monsieur
Tower.

— Vous voulez parler de ma pupille,
Mlle Amalia, dit Tower en prenant un
air singulièrement réservé. Oui, les
brahmanesses ne brilleraient pas à côté
d'elle. Sir Edward, cette jeune personne,
je vous le dirai en confidence, me donne
quelques inquiétudes. Je regrette main-
tenant d'avoir accepté mes fonctions de
tuteur.

— Elles sont à la veille d'expirer, il
me semble, monsieur.

— Je ne sais pas, dit Tower avec un
accent timbré de mystère.

— Comment, vous ne savez pas !
s'écria Edward étonné.

— Parlons bas, sir Edward... Ecou-
tez, vous êtes un homme discret, un
homme d'expérience, quoique jeune...

— Parbleu ! nous sommes du même
âge, monsieur Tower.

— Croyez-vous ?... C'est possible !...
Vous chevez sont tous noirs ; il est vrai
que les miens étaient gris à vingt-deux
ans...

— Cela encadre bien un front politi-
que, monsieur Tower.

— Très-bien ! Deux dames m'ont dit
le même chose aux bains de Brighton...
Vous saurez donc, sir Edward, que ce
matin j'ai reçu une lettre de Mlle Ama-
lia.

— Oh ! oh ! vous êtes en correspon-
dance avec votre pupille, dans la mai-
son, monsieur Tower !
— Parlons sérieusement, sir Edward,

la chose en vaut la peine... Ma pupille
n'a pas eu le courage de me parler, ce
matin ; elle m'a écrit.

— Monsieur Tower, vous piquez ma
curiosité d'une façon singulière.

— Si je vous fais cette confidence, sir
Edward, c'est qu'en échange, j'exige un
conseil. Le cas est scabreux.

— Je vous promets un conseil.
— Eh bien ! voici la lettre ; lisez-la.

Vous allez être confondu de stupéfac-
tion... Il est vrai qu'avec les femmes,
il faut s'attendre à tout. Nous les con-
naissions.

— A qui le dites-vous, monsieur To-
wer ! Voyons la lettre.

— Permettez que je vous la lise, sir
Edward... parce que je crois qu'il y a
cinq ou six lignes... un peu trop hasar-
dées... Monsieur et cher tuteur.

— Cher tuteur ! eh !
— Une formule de politesse, sir Ed-
ward...

« Cher tuteur, la solitude inspire la ré-
flexion. J'ai donc beaucoup réfléchi. Il
m'a semblé que j'étais née libre, n'est-
ce pas ? Mon père est mort en Grèce
pour la liberté ; mon protecteur, lord
Byron, a eu la même gloire. On veut
pourtant me traiter en esclave, moi !
Cela est absurde, injuste et cruel. On
veut me marier malgré ma volonté ;
on veut empoisonner ma vie, on veut
me tuer longtemps. Eh bien ! je me
révolte, on ne me tuera pas ! »
Voilà ce petit démon ! Sir Edward !